



Yasser Arafat, Mister Palestine for ever (partie 1)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 19 septembre 2011

[Le blog de René Naba](#) 19 septembre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Politique et religion](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Article paru le 9 novembre 2009, réactualisé le 10 septembre 2011



Illustration: Avec le président palestinien Yasser Arafat au Sommet des non-alignés à Harare (Zimbabwe), juin 1988, à la suite du discours dans lequel le chef de l'Organisation de Libération de la Palestine souscrivait pour la première fois à la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU prescrivant un règlement d'ensemble du conflit israélo-palestinien.

Epilogue de 63 ans de combat, le président palestinien Mahmoud Abbas présente le 23 septembre 2011 la demande d'adhésion à part entière d'un Etat de Palestine aux Nations unies en vue de crever l'abcès d'un demi siècle de procédés diplomatiques dilatoires, en plaçant les états occidentaux devant leurs propres responsabilités dans cette tragédie; une démarche qui marque tout à la fois le triomphe posthume de Yasser Arafat, la deuxième mort symbolique du général Ariel Sharon, son ennemi le plus irréductible, transformé depuis cinq ans en «légumes» et le test des véritables intentions américaines à l'égard d'Israël, un pays dont ils paraissent souvent en être l'otage.

Retour sur une vie de combat d'un homme sans lequel la Palestine aurait été rayée de la carte du monde.

Rien, absolument rien, ne sera épargné à celui que l'on a surnommé parfois, à juste titre, «le plus célèbre rescapé politique de l'époque contemporaine », et ce prix Nobel de la Paix, un des rares arabes à se voir attribuer un tel titre, boira la coupe jusqu'à la lie. Mais le chef palestinien décédera le 11 novembre 2004, sans pourtant n'avoir cédé rien sur rien, sur aucun des droits fondamentaux de son peuple, pas plus sur le droit de disposer de

Jérusalem comme capitale que sur le droit de retour de son peuple dans sa patrie d'origine.

Sa stature sans commune mesure avec celle de son terne successeur, Mahmoud Abbas, un bureaucrate affairiste sans envergure et sans charisme, hante encore la conscience occidentale, sept ans après sa mort.

Carbonisé par ses atermoiements dans l'affaire du rapport Goldstone sur Gaza, l'offensive diplomatique contrainte de Mahmoud Abbas face à la démission américaine face à la colonisation rampante de Jérusalem justifie a posteriori le scepticisme du chef historique des Palestiniens à l'égard des pays occidentaux et porte condamnation de la complaisance de son successeur à l'égard de la duplicité occidentale, en même temps qu'elle révèle la servilité de la diplomatie américaine et de son chef, Hillary Clinton, secrétaire d'état, à l'égard d'Israël. La renonciation de Mahmoud Abbas à une nouvelle mandature présidentielle apparaît d'autant plus cruellement pathétique qu'elle a coïncidé avec une cinglante leçon de courage que lui ont assénée de jeunes palestiniens et des pacifistes israéliens en opérant, non sans risque, une percée dans le mur d'apartheid à l'occasion de la commémoration du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, une action qui a retenti comme un camouflet à Mahmoud Abbas, un défi à Israël un défi à la léthargie des instances internationales, conduisant le successeur à renoncer à briguer un nouveau mandat, et, dans un contexte dynamisé par le «printemps arabe» à jouer son solde de tout compte dans cette campagne diplomatique internationale.

A. Le keffieh palestinien, c'est lui.

Le keffieh palestinien, c'est lui. Son portrait en lunettes noires et Keffieh, en couverture du magazine «Time», dans la foulée du premier fait d'armes palestinien contre l'armée israélienne, lors de la légendaire bataille d'Al-Karameh, le 20 mars 1968, provoquera un choc psychologique majeur au sein de l'opinion internationale, contribuant grandement à la prise de conscience de la lutte du peuple palestinien pour la reconnaissance de son identité nationale.

Plusieurs dizaines de fedayin palestiniens, sous le commandement direct de Yasser Arafat présent dans le camp assailli, se laisseront ce jour là décimés sur place forçant l'armée israélienne à battre en retraite sous le regard impassible de l'armée jordanienne, demeurée durant la première phase de la bataille l'arme au pied dans la vallée du Jourdain.

La bataille d'Al Karameh tire son nom, par un curieux clin d'oeil du destin, du lieu de la localité d'Al Karameh, la bourgade où s'est déroulée ce fait d'armes. Acte fondateur du combat palestinien sur le plan international, elle sera perçue et vécue comme «la bataille de la dignité retrouvée» en ce qu'elle lavera dans l'imaginaire arabe la traumatisante défaite de juin 1967, infligeant aux israéliens des pertes humaines plus importantes que celles

subies sur le front jordanien un an plus tôt (1). Elle galvanisera longtemps la jeunesse arabe dans son combat politique et propulsera la lutte du peuple palestinien au sein de la jeunesse du Monde. Par sa portée symbolique, elle passera à la postérité pour l'équivalent palestinien de l'antique bataille des Thermopyles (2), en ce qu'elle signait par le sang et le sacrifice suprême l'esprit de résistance des palestiniens et leur détermination à prendre en main leur propre combat.

Publiée par la revue américaine, la photo du chef palestinien jusque là anonyme popularisera et le porte-parole de la cause palestinienne et le symbole de l'identité palestinienne. Elle précipitera la mise à l'écart de son calamiteux prédécesseur Ahmad Choukeiry et propulsera, dans le même temps, le Keffieh, la coiffe traditionnelle palestinienne, au rang de symbole universel de la révolution. Le Keffieh, à l'origine en damier noir et blanc, sera décliné depuis lors dans toutes les couleurs pour finir par devenir le point de ralliement de toutes les grandes manifestations de protestation à travers le monde de l'époque contemporaine.

«Tout cela était possible à cause de la jeunesse, d'être le point le plus lumineux parce que le plus aigu de la révolution, d'être photogénique quoi qu'on fasse, et peut-être de pressentir que cette féerie à contenu révolutionnaire serait d'ici peu saccagée: les Fedayine (les volontaires de la mort) ne voulaient pas le pouvoir, ils avaient la liberté», prophétisait déjà en ces termes l'écrivain français Jean Genêt, un de leur nombreux compagnons de route de l'époque, qu'il immortalisa dans son inoubliable reportage sur le massacre des camps palestiniens de Sabra-chatila, dans la banlieue de Beyrouth. (Cf. Jean Genêt «Quatre heures à Sabra-chatila», in Revue d'Etudes Palestiniennes, N° 6 Hiver 1983).

Dans une séquence historique arabe riche de personnalités charismatiques, (décennies 1960 -1970), Gamal Abdel Nasser (Egypte), Hafez Al-Assad (Syrie), Houari Boumediene (Algérie), Saddam Hussein (Irak), Faysal d'Arabie, beaucoup lui en tiendront rigueur de sa popularité et de son prestige. Israël, d'abord et toujours, constamment, sans répit, voudra neutraliser la charge explosive de la mystique révolutionnaire que le mouvement national palestinien véhiculait au sein du tiers monde.

Dans le camp arabe, le Roi de Jordanie, Hussein le Hachémite, s'appliquera en premier, en septembre 1970, à le mettre au pas dans un épouvantable bain de sang, le premier du supplice palestinien, alors que les autres pays arabes s'emploieront à limiter sa marge de manœuvre, en infiltrant la centrale palestinienne, l'Organisation de Libération de la Palestine, de mouvements fantoches, désormais fossiles, à l'instar d'Al-Saika pro syrienne, du Front de Libération Arabe pro-irakien ou du Front de libération de la Palestine pro égyptien ou encore de la duplicité marocaine qui compensait un soutien affiché à la cause palestinienne par une collaboration souterraine avec les services marocains. De tous les grands pays arabes, seule l'Algérie accordera un soutien sans faille à la guérilla palestinienne, «Zaliman kana aw Mazloum», oppresseur qu'il soit ou opprimé, selon l'expression du président Boumediene (3).

La guerre d'octobre 1973 et la destruction des fortifications israéliennes de la ligne Bar lev, le long du Canal de Suez, mettront en sourdine les conflits interarabes donnant du répit à la guérilla palestinienne, dégagant la voie à l'envol de Yasser Arafat sur la scène internationale. Prenant par surprise New York au saut du lit, Yasser Arafat débarque le 13 novembre 1974 d'un avion spécial algérien dans la métropole américaine pour s'adresser, fait sans précédent dans les annales diplomatiques, devant l'assemblée générale des Nations unies, présidée à l'époque par le fringant ministre de affaires étrangères de Boumediene, Abdel Aziz Bouteflika.

Fraîchement sacré par ses pairs arabes porte-parole exclusif des Palestiniens, le chef de l'OLP plaide la cause de son peuple, inexistant juridiquement, et inaugure solennellement une stratégie combinant la lutte armée et l'action diplomatique - «le fusil et le rameau d'olivier», selon sa formule, pour retrouver une patrie, la Palestine, rayée depuis un quart de siècle de la géographie politique.

Dans ce discours répercuté depuis la plus grande ville juive du Monde jusqu'aux confins de la Péninsule arabique, le dirigeant palestinien, dix ans après la fondation de son mouvement au Caire, en 1964, évoque timidement la possibilité d'une coexistence judéo arabe. Arafat est au Zénith, secondé par la nouvelle puissance pétrolière arabe révélée par la guerre d'octobre 1973.

Dans la brèche ouverte par l'OLP, dix sept mouvements de libération africains se verront reconnaître le statut d'observateur à l'ONU. Cinq d'entre eux, ceux de Guinée portugaise, d'Angola, de Mozambique, de Zimbabwe notamment conduiront quelques années plus tard leur pays à l'indépendance.

L'euphorie sera de courte durée. Six mois après son sacre onusien, la guerre éclate à Beyrouth, sombre présage, le 13 avril 1975, dans la quinzaine qui voit la chute de Pnom-Penh et de Saïgon, les deux bastions américains en Asie. A son corps défendant, Arafat s'y engouffre, puis inexorablement s'embourbe dans ce qui n'était au départ qu'une guerre inter factionnelle et qui se transformera en première guerre civile urbaine de l'époque contemporaine. Les rebondissements de ce conflit à projection régionale et internationale vont faire voler en éclats, au fils de sept années (1975-1982), la cohésion libanaise, la cohabitation libano palestinienne et la solidarité arabe.

L'Egypte fait la paix avec Israël et l'Amérique se lie par la clause Kissinger, qui subordonne tout contact avec l'OLP à des conditions équivalant, selon les Palestiniens, à une capitulation sans condition. Happé par la tourmente, Arafat touchera le fond de l'abîme, en juin 1982, dans Beyrouth assiégée, devenue pour ses adversaires le «foyer du terrorisme international», et, pour ses sympathisants, le «vivier de l'opposition tiers-mondiste». Abandonné de tous, il assure avoir humé dans son ancien sanctuaire transformé en camp retranché les «senteurs du paradis» (Rawaeh al Janna), le pressentiment de l'au delà. Il

quitte son fief de Beyrouth avec les honneurs de la guerre, mais, exsangue, son organisation, le plus important mouvement de libération du tiers monde, quasiment désarticulée.

Douze ans après le septembre noir jordanien (1970), où les bédouins du Roi hachémite s'étaient donnés à cœur joie contre les Fedayine palestiniens, les Israéliens se livrent, à leur tour, à une chasse aux Palestiniens, dans Beyrouth, haut lieu de la contestation arabe, assiégée sous le regard impavide des dirigeants arabes. Pour la deuxième fois de son existence, Yasser Arafat, au prix de prodiges diplomatiques et d'une résistivité à tout crin, se sort d'un siège militaire dans lequel voulaient l'enterrer ses ennemis

Fort du capital de sympathie qu'il a accumulé au cours des 65 jours de siège, il se lance alors à la quête d'une nouvelle consécration internationale. C'est la période de la diplomatie volante. Reçu en grande pompe par un aréopage de chefs d'état arabes à Fès (Maroc), puis par le pape Jean Paul II, le président italien Sandro Pertini, en septembre 1982, les pays d'Europe du Nord, le Sommet des non-alignés de New Delhi, en février mars 1983, il butte, à l'instigation des Etats-Unis, sur les réticences du noyau central de l'Europe occidentale: la France, le Royaume Uni et la RFA, mus, selon les Palestiniens, par une sorte de «solidarité expiatoire» à l'égard d'Israël, lui refuseront un droit de cité.

Les Etats-Unis, meilleurs alliés d'Israël dans le Monde, paient le tribut le plus lourd de la radicalisation du Proche-orient. En deux ans, 1982-1984, l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth Ouest, le quartier général des Marines, puis la mission américaine dans le réduit chrétien, seront tour à tour balayés par des attentats meurtriers, la cellule Moyen-orient de la CIA décapitée, de même que le quartier général des Français, ainsi que le quartier général phalangiste des milices chrétiennes.

Dans le même temps, certains des principaux protagonistes de l'intervention israélienne disparaissent de la scène publique: Alexander Haig, secrétaire d'état et son ami le premier ministre israélien Menahem Begin, le chef des milices chrétiennes libanaises, Bachir Gemayel, l'officier félon libanais pro israélien Saad Haddad, alors qu'Ariel Sharon, l'artisan de l'invasion du Liban, était contraint à la démission pour sa responsabilité dans les massacres des camps palestiniens de Sabra-chatila, en septembre 1982.

Les survivants de cette hécatombe politique - Arafat et le président syrien Hafez Al Assad, le grand vaincu de l'été 1982 revigoré par l'armement sophistiqué soviétique- se livrent alors à un impitoyable règlement de compte. La centrale palestinienne est secouée de forces centrifuges, amplifiées par les déboires de leur chef dans sa politique d'ouverture vers l'Occident et les pacifistes Israéliens, dont les massacres de Sabra-chatila, dans la banlieue sud de Beyrouth, en seront l'illustration tragique.

Premier coup de semonce, Issam Sartawi, l'homme de l'ouverture pro-occidentale, est assassiné, puis, fait inconcevable à l'époque, deux des plus fidèles lieutenants d'Arafat - Abou Saleh et Abou Moussa- entrent en dissidence, plus grave encore, le chef de l'OLP, fait unique dans l'histoire, est expulsé de Syrie en juin 1983.

C'est la fêlure: les guérilleros se muent en desperados. Des Palestiniens portent les armes contre d'autres Palestiniens. Pour la troisième fois de son existence mouvementée, Arafat, comme il y a treize ans à Amman et l'année précédente à Beyrouth, est assiégé à Tripoli (Nord Liban), cette fois par les Syriens et les Israéliens.

Privé désormais de toute autonomie territoriale, il est sauvé in extremis, pour la deuxième fois en un an, par les Français agissant sous le couvert des Nations Unies. La presse internationale évoque le crépuscule du chef palestinien. Il réussit néanmoins au Sommet islamique de Casablanca à entrebâiller la porte du retour de l'Égypte dans le giron arabo-islamique d'où elle était exclue depuis cinq ans. De son exil de Tunis, à deux mille km du champ de bataille, il tente de recoller les morceaux de ce qui demeure le vecteur de la revendication nationale palestinienne.

Le président Assad ne décolère pas, malgré les bons offices de l'Algérie, du Sud Yémen et de l'Union soviétique. Par quatre fois cette année, Arafat est contraint, à l'automne 1984, de renoncer à convoquer le parlement palestinien en vue de se faire confirmer son leadership et éviter l'atrophie de la centrale palestinienne. Par crainte de scinder définitivement son mouvement, mais faute aussi de trouver l'hospitalité d'un pays pour y tenir ses assises. Une situation paradoxale pour un chef jadis incontesté d'une organisation reconnue par cent dix Etats. Paradoxale pour le symbole même de l'exil du peuple palestinien de se vouer à la recherche d'un refuge pour ses parlementaires en exil, cruelle ironie de l'histoire, illustration tragique du drame palestinien.

Amputé de ses deux principaux adjoints, Khalil Wazir, Abou Jihad, l'adjoint opérationnel sur le plan militaire, et, Abou Iyad, le responsable des renseignements, de son homme de confiance, Ali Hassan Salameh, officier de liaison auprès de la CIA, tous trois éliminés par les services israéliens pour tuer dans l'œuf tout dialogue entre Palestiniens et Américains, Yasser Arafat va faire l'objet d'un processus de diabolisation, qui débouchera quinze ans plus tard sur son confinement arbitraire sur ordre du boucher de Sabra-chatila, le général Ariel Sharon, sous le regard indifférent des pays occidentaux.

L'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990, fera fondre sur lui le souffle du boulet. Plutôt que de se ranger dans un camp contre un autre et accentuer la division du Monde arabe, Arafat choisira d'endosser le rôle de médiateur entre Saddam Hussein et le Roi Fahd d'Arabie, talonné par l'Égyptien Hosni Moubarak trop heureux par son activisme belliqueux de restaurer le rôle moteur de l'Égypte sur la scène diplomatique arabe et justifier sa fonction de sous traitant régional de la diplomatie américaine. Yasser Arafat sera mis au ban de la

communauté arabe et internationale, plus précisément au ban de la coalition occidentale, l'alliance de vingt six pays occidentaux et arabes mise sur pied pour châtier Saddam de son outrecuidance à l'égard d'une principauté pétrolière, le Koweït. Il ne devra son salut qu'à l'accord israélo-palestinien d'Oslo conclu quasiment à l'insu des chancelleries occidentales.

L'homme, pour son audace, se verra gratifier du Prix Nobel de la paix, le 14 octobre 1994, en compagnie des co-auteurs israéliens des accords d'Oslo, le premier ministre Itzhak Rabin et le ministre des affaires étrangères Shimon Pères. Conclu le 13 septembre 1993, l'accord d'Oslo devait conduire à l'autonomie de la bande de Gaza et la zone de Jéricho (Cisjordanie) avant de déboucher cinq ans plus tard sur la proclamation d'un Etat palestinien.

Un accord de dupe qui ne tiendra pas un an. Beaucoup des censeurs du chef palestinien lui reprocheront cette précipitation alors que le rapport de force était en train de changer, qui fragilisera l'Organisation de Libération de la Palestine et partant le substratum juridique de la revendication nationale palestinienne en ce qu'il n'offrait aucune garantie sur la fin de l'occupation et de la colonisation.

Les accords d'Oslo se révéleront a posteriori une bombe à retardement et un piège: «Les accords d'Oslo, par leur imprécision, constituaient une bombe à retardement et un piège, dont Arafat en sera la première victime. Ces accords imprécis entre des parties inégales favorisaient la partie la plus forte parce qu'elle était la mieux armée pour imposer sa propre interprétation. Oslo a été un piège car il repoussait à des négociations futures les problèmes des frontières, de l'eau, des réfugiés et de Jérusalem et aucun palestinien sauf Arafat n'aurait signé un tel accord, car aucun dirigeant israélien n'était disposé à accorder aux Palestiniens ce que Arafat avait promis à son peuple», tranchera le journaliste palestinien Saïd Aburish auteur d'une biographie sur le chef de l'organisation de Libération de la Palestine (3).

A tous égards, des accords frappés de malédiction, qui entrainera l'assassinat d'un des cosignataires, l'ancien premier ministre israélien Itzhak Rabin, le confinement de Yasser Arafat, un carnage 18 ans plus tard sur les lieux mêmes des accords à Oslo, en juillet 2011, par un militant de l'extrême droite européenne, symbolisant la nouvelle alliance contre nature entre La droite israélienne et la droite xénophobe européenne, une alliance maléfique entre les descendants du génocide hitlérien et les héritiers spirituels de leurs anciens bourreaux.

B- La coupe jusqu'à la lie

En 1995, Benyamin Netanyahu, le chef de Likoud, nouveau premier ministre israélien, freinera l'application de l'accord avant de le vider complètement de sa substance dans l'indifférence des pays occidentaux. En toute impunité. C'est une nouvelle descente aux

enfers pour Yasser Arafat dont le Nobel sera de peu de poids face aux avanies que les alliés occidentaux d'Israël vont lui infliger régulièrement.

Rien, absolument rien, ne sera épargné à celui que l'on a surnommé, parfois, à juste titre, «le plus célèbre rescapé politique de l'époque contemporaine», et ce prix Nobel de la Paix, un des rares arabes à se voir attribuer un tel titre, boira la coupe jusqu' à la lie.

C'est ainsi qu'à l'occasion des cérémonies marquant le 50ème anniversaire de la fondation des Nations Unies, Yasser Arafat, fraîchement aurolé des accords israélo-palestiniens d'Oslo et du Nobel de la paix (1993), celui qui symbolise pour la grande majorité des siens la renaissance du peuple palestinien, le symbole de la revendication nationale palestinienne, va être rabroué d'une cérémonie à New York, fin octobre 1995, comme un vulgaire intrus.

Suprême infamie, l'interdit proviendra du sulfureux du Maire de New York, Rudolph William Louis Giuliani III, un italo-américain, au motif que les mains du dirigeant palestinien étaient souillées du sang d'américains. Comme si les américains n'avaient pas sur la conscience la mort de palestiniens. Comme si les américains n'avaient pas sur la conscience l'extermination des Indiens d'Amérique, dont l'éradication a permis à ce fils d'immigrés italiens de prospérer à New York sur la terre de leurs ancêtres spoliés. Comme si des responsables américains n'avaient pas durant la Deuxième guerre mondiale, pour préparer le débarquement en Italie, pactisé avec la mafia d'origine italienne surchargée de sangs d'innocentes victimes américaines. Un autre dirigeant arabe, un chef fier, le président Soleimane Frangieh, débarquant à New York, en novembre 1974 pour parrainer la première grande campagne diplomatique de Yasser Arafat, avait eu droit à une fouille humiliante de la part de la brigade canine de l'office de lutte contre les stupéfiants. L'outrage fit du président libanais, le dirigeant politique arabe le plus résolument antiaméricain. Et cette tradition s'est perpétuée avec sa descendance.

Au vu de ces expériences, il paraît difficile de blâmer ceux qui, à l'habit diplomatique, continuent de préférer le treillis. Loin s'en faut qu'il s'agisse d'une simple coquetterie vestimentaire. Fidel Castro, par exemple. Le dirigeant cubain, un des derniers survivants de l'épopée révolutionnaire de l'après guerre, a eu droit à une ovation de douze minutes pour cinq minutes d'intervention devant l'assemblée générale de l'ONU à l'occasion du 50 me anniversaire de la fondation de l'organisation internationale, alors que le président William Clinton, pour un discours de 17 minutes n'a eu droit, en cette circonstance, qu'à des applaudissements de circonstance.

La suite est connue et porte condamnation de l'Occident et de ses pratiques déshonorantes: la pression finale mise par Bill Clinton, en 1999, pour arracher un accord israélo-palestinien en vue de redorer la fin de son mandat éclaboussé par le scandale Monika Lewinsky. Décrié par ses ennemis, dénigré par ses faux frères arabes, Arafat, seul contre tous, face au déchaînement médiatique sur les prétendues offres généreuses d'Ehud Barak, ne cédera

pas, sur rien.

Deux ans plus tard, les attentats du 11 septembre 2001 contre les symboles de l'hyperpuissance américaine mettent au goût du jour la thématique de la «guerre conte le terrorisme», une aubaine pour son implacable ennemi Ariel Sharon et son disciple américain George Bush qui diaboliseront à outrance Yasser Arafat pour en faire l'incarnation du mal absolu, quand bien même le commanditaire de l'opération, Oussama Ben Laden, le chef d'Al Qaïda, n'était autre que l'ancien sous traitant des américains, celui là même qui aura détourné vers l'Afghanistan des milliers de combattants musulmans pour faire la guerre aux soviétiques, les principaux alliés alors de Yasser Arafat du temps du siège de Beyrouth en 1982.

2003, l'invasion américaine de l'Irak offre à Ariel Sharon l'occasion de confiner Yasser Arafat dans sa résidence administrative, avec la complicité honteusement passive des pays occidentaux, et, toute honte bue, certaines des plumes les plus réputées du Monde arabe, tels des mercenaires de la presse, participeront à la curée.

Calfeutré dans sa luxueuse résidence londonienne à l'abri du risque et du besoin, Jihad el Khazen, le plus en vue des journalistes pétro monarchiques, directeur du journal «Al-Hayat» et caution palestinienne du journal saoudien, réclamera ainsi la démission non du boucher de ses compatriotes palestiniens de Sabra-chatila, le général Ariel Sharon, ou de son complice George Bush, du trublion libyen ou des gérontocrates du Golfe, tous les fossoyeurs de la cause nationale arabe, mais, paradoxalement, la démission de Yasser Arafat, le chef assiégé du mouvement palestinien, celui là même qui était alors à portée des fûts des canons des chars israéliens, le symbole de sa résistance nationale, la légende vivante du combat arabe.

Illustration pathologique de la décomposition mentale d'une fraction de l'élite intellectuelle arabe gangrenée par les pétrodollars monarchiques, sa prescription saugrenue est intervenue le 18 mai 2004 au lendemain de la destruction du camp palestinien de Rafah par l'aviation israélienne, moins d'un mois après les assassinats extrajudiciaires des chefs charismatiques du mouvement islamique palestinien Hamas, Cheikh Ahmad Yacine et Abdel Aziz Al-Rantissi. Elle lui vaudra de la part de l'étoile montante du journalisme arabe, l'éditorialiste vedette d'«Al-Qods Al-Arabi», Abdel Bari Atwane, un robuste rappel à l'ordre déontologique sur les règles élémentaires de la décence dans le combat politique.

Dix huit mois de réclusion n'entameront pourtant pas la volonté de résistance du chef palestinien, qui décédera le 11 novembre 2004, sans n'avoir cédé rien sur rien, sur aucun des droits fondamentaux de son peuple, pas plus sur le droit de disposer de Jérusalem comme capitale que sur le droit de retour de son peuple dans sa patrie d'origine. Mieux, comme un intersigne du destin, son bourreau, Ariel Sharon, sera réduit, treize mois plus tard, le 5 janvier 2006, à un état végétatif de mort-vivant, transformé en «légume» selon le

jargon médical, plongé dans un coma, à l'image de sa politique belliciste.

Sa stature sans commune mesure avec son terne successeur, Mahmoud Abbas, un bureaucrate affairiste sans envergure, sans charisme, hante toujours la conscience occidentale, cinq ans après sa mort. Elle conduira les dirigeants occidentaux, sans crainte du ridicule, à de pathétiques contorsions: Hillary Clinton, Secrétaire d'Etat américain, en tournée au Moyen-Orient, de même que son prédécesseur républicain Condoleeza Rice, tel un rituel immuable, fleurissent régulièrement à chacun de leur passage à Beyrouth la tombe de Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais assassiné, mais persistent à négliger à leur passage à Ramallah (Cisjordanie), le mausolée de Yasser Arafat. Il en est de même de Nicolas Sarkozy, autoproclamé «ami du peuple palestinien», qui contournera Ramallah, le siège du pouvoir légal palestinien, pour rencontrer Mahmoud Abbas à Jéricho, lors de son voyage en juin 2008. Comme si un Prix Nobel de la Paix palestinien constituait une monstruosité infamante, comme si le porte étendard de la revendication nationale palestinienne était pestiféré même au delà de la mort.

Qu'il est dérisoire de contourner sa conscience par un chemin de traverse. Pathétique de se voiler la face devant ses propres forfaitures: George Bush et Condoleeza Rice ont rejoint depuis belle lurette les oubliettes de l'histoire et leur compère Ariel Sharon a déserté depuis longtemps la mémoire des hommes, mais le mausolée de Yasser Arafat trône, lui, toujours devant le siège de l'autorité palestinienne, objet de l'hommage régulier de tout un peuple, comme une marque de gratitude indélébile à l'égard de son combat pour la renaissance de la nation palestinienne.

Au hit parade du leadership palestinien, Yasser Arafat pâtissait de l'aspect théâtral de certains de ses comportements, et sur ce créneau là, Abou Ammar était supplanté par deux personnalités aussi discrètes qu'efficaces: Georges Habbache, le charismatique dirigeant de l'organisation marxisante Front populaire de Libération de la Palestine, à la voix de stentor, d'une rigueur de vie exemplaire, le médecin des pauvres d'où son surnom «Al Hakim», l'ancien chef du mouvement nationaliste arabe, tombeur du protectorat britannique d'Aden (Yémen du sud), ainsi que Khalil Wazir, alias Abou Jihad, commandant en chef adjoint de la guérilla palestinienne, et, à ce titre, l'animateur clandestin de l'Intifada palestinienne.

Quelque soit des défauts et des erreurs qui lui sont imputables, Yasser Arafat a soutenu quatre sièges militaires (Amman, septembre noir 1970, Beyrouth (1982), Tripoli Nord Liban (1983), sans compter sa réclusion honteuse à Ramallah (2003-2004). Pour un seul homme en une seule vie, cela fait une bonne moyenne qui ne sera sans doute jamais égalée. Quoi qu'on dise, il occupera dans l'histoire une place infiniment plus consistante que ses ennemis Ariel Sharon, George Bush, Hussein de Jordanie ou même Bachir Gémayel, le pantin du tandem israélo américain. Malgré toutes les critiques dont il a fait l'objet, il n'aurait, lui, jamais tenu le congrès de son mouvement, le Fatah, pourtant déclencheur de la guérilla anti-israélienne, à l'ombre des baïonnettes israéliennes, dans une localité maintenue sous occupation par ses propres bourreaux. Avec Mahmoud Abbas et ses acolytes, le syndrome de Stockholm a atteint des proportions corrosives.

La guérilla palestinienne aura été la seule guérilla dans l'histoire des guerres de libération à devoir mener son combat sans assises territoriales solides, ni hinterland stratégique. Le combat palestinien a été au départ un conflit mobile par excellence et la stratégie de conquête de l'opinion occidentale, le fait d'une diplomatie volante. Le FLN sud vietnamien était chez lui, soutenu par Hanoi adossé à la Chine. Le FN algérien était chez lui face à des colons, de surcroît adossé au Maroc et à la Tunisie, l'Égypte (expédition de Suez) et même au niveau de l'encadrement par la Syrie. La Jordanie n'était pas le territoire des Palestiniens au regard du Droit international bien que la Transjordanie ait été détachée de la Cisjordanie pour la céder aux Hachémites, et, le Liban non plus.

En dépit de la flagrante disproportion des forces, une aviation suréquipée de bombe à implosion, doublée d'une marine et d'une artillerie de campagne a pourchassé pendant soixante cinq jours un homme assiégé dans une grande métropole sous le regard impassible du monde, du jamais vu dans l'histoire de l'humanité. S'en sortir sans le moindre malaise vagal, sans renoncer à son combat.

En dépit de l'auréole du prix Nobel de la paix, ce chef d'état en fin de vie, sera confiné dans sa résidence surveillée aux conditions de vie rudimentaires, par un tandem Sharon Bush considéré par une large fraction de l'opinion internationale comme des «criminels de guerre», avec la passivité complice des dirigeants de la fameuse «communauté internationale», alors que son pays d'origine est complètement gangrené par l'occupation et sa population dépossédée de son identité et de son patrimoine. Du jamais vu, là aussi, dans l'histoire dans les annales diplomatiques internationales.

L'implosion politique de Mahmoud Abbas, le 5 novembre 2009, à six jours de la commémoration du décès de Yasser Arafat, justifie a posteriori le scepticisme du chef historique des Palestiniens à l'égard des pays occidentaux et porte condamnation de la complaisance de son successeur à l'égard de la duplicité occidentale, en même temps qu'elle révèle la servilité de la diplomatie américaine et de son chef, Hillary Clinton, secrétaire d'état, à l'égard d'Israël.

Carbonisé par sa passivité lors de la guerre de destruction israélienne de Gaza, décembre 2007-janvier 2008, et par la rebuffade américaine à propos des colonies de peuplement, sa renonciation à une nouvelle mandature présidentielle est apparue d'autant plus cruellement pathétique qu'elle a coïncidé avec une cinglante leçon de courage que lui ont assénée de jeunes palestiniens et des pacifistes israéliens en opérant, non sans risque, une percée dans le mur d'apartheid à l'occasion de la commémoration du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, une action qui a retenti comme un camouflet à Mahmoud Abbas et à Israël, un défi à la léthargie des instances internationales, un cadeau posthume à Yasser Arafat, initiateur de la lutte armée palestinienne.

Yasser Arafat a focalisé à lui seul la totalité de l'ostracisme israélo américain, concentrant

sur sa personne les vexations infligées à travers lui au peuple palestinien, sans doute en raison du fait qu'il passera à la postérité pour avoir été l'homme sans lequel la Palestine aurait été rayée de la carte du monde.

Au regard de sa fin carcérale, du bilan calamiteux de Mahmoud Abbas, pourtant protégé des Américains et des Israéliens, de la corruption vomitive de l'idole des Israéliens, le responsable de la sécurité Mahmoud Dahlan, expulsé en juillet 2011 des rangs du Fatah, des exubérances médiatiques de Bassam Abou Chérif, des manifestations diplomatico-mondaines de Yasser Abed Rabbo, la décence commande de ne pas accabler un homme au parcours si extraordinairement complexe et éprouvant, en butte à la plus vive hostilité tant des pays occidentaux que des pays arabes.